

Une dirigeante syndicale féministe: Madeleine Colin (1905-2001)

Conférence présentée par Jocelyne GEORGE le 31 janvier 2008

Jusqu'à sa rénovation en 2007, l'avant-dernière station de la ligne de métro n° 13 en direction de Mairie d'Ivry se nommait *Pierre Curie*. Elle s'appelle désormais *Pierre et Marie Curie*. Comment et pourquoi n'avait-on pas remarqué l'absence du second prénom ? C'est un peu ce qui se passe avec les dirigeants de la CGT. On connaît le nom des hommes, beaucoup moins celui des femmes.

L'exposé qui m'a été demandé sur Madeleine Colin entre dans une réparation décidée lors de l'hommage que la CGT lui a rendu, le 19 mars 2001, après son décès. Bernard Thibault a alors demandé à l'Institut d'histoire sociale de patronner un travail de recherche original sur la CGT et le féminisme s'appuyant notamment sur la personnalité et l'action de Madeleine Colin. Le premier acte de ce travail a été la réédition, l'an dernier, de *Traces d'une vie dans la mouvance du siècle*, l'autobiographie de la dirigeante syndicale, éditée une première fois à compte d'auteur.

Madeleine Colin est, à la CGT, la figure féminine dominante pour la période de l'après-guerre mais il y a bien d'autres femmes autour d'elle, issues comme elle de la Résistance et auxquelles il faudrait aussi consacrer une étude. C'est avec ces femmes que Madeleine Colin a mené à bien ce qu'on peut appeler son œuvre, c'est-à-dire ce qu'à la CGT on nomme « le travail en direction des femmes » et que, suivant le sentiment de Madeleine Colin elle-même, on peut qualifier de féminisme.

Elle écrit en effet, dans son livre *Ce n'est pas d'aujourd'hui. Femmes, syndicats, lutte de classe*, paru en 1975 :

« Alors la CGT, avec son journal féminin, ses responsables et ses collectifs féminins n'est-elle pas en définitive "féministe" ? [...] J'accepte l'épithète si l'on s'en tient à l'honnête et simple définition du *Petit Larousse* : "tendance à améliorer la situation de la femme dans la société". Alors oui, la CGT est féministe et, pour ma part, je souhaiterais qu'à travers ses militants, voire ses militantes, elle le fût encore un peu plus, et ceci dans l'intérêt inséparable des femmes et de tous les travailleurs. » (p. 230)

Madeleine Colin exprime ici la fierté d'une œuvre engagée mais aussi le regret d'une œuvre inachevée.

À ce propos, essayons de voir un peu plus clair dans l'usage du mot féminisme. Il faut distinguer, d'une part, le féminisme que l'on peut déceler dans chaque femme qui se rebelle contre l'infériorisation de son sexe et que l'on trouve à plus forte raison chez les travailleuses. D'autre part, existe le mouvement féministe, historiquement constitué, qui entra en conflit avec le mouvement ouvrier. Un homme syndiqué peut avoir la mémoire de cet antagonisme et l'accentuer ou non de machisme. Un homme syndiqué peut aussi être féministe, c'est-à-dire ne pas supporter l'infériorisation de l'autre sexe, et cela quels que soient ou aient été les rapports du mouvement féministe et du mouvement ouvrier.

Pour parler de Madeleine Colin, née en 1905 et décédée le 23 janvier 2001, nous disposons principalement de son autobiographie, écrite alors qu'elle atteint ou dépasse ses 80 ans. Sans doute a-t-elle tenu un journal car les faits rapportés sont précis. Cette autobiographie est rédigée avec du recul : la vie privée est relativement livrée, la vie militante est l'objet d'une critique apaisée. Aucune incrimination personnelle ne s'y remarque. C'est une sorte de bilan où, parfois, Madeleine Colin se délivre de ce que, jusque là, elle n'a pas exprimé publiquement, comme sa nostalgie de la modestie de la CGT au temps de la rue Lafayette, son agacement devant le formalisme des délégations à l'étranger et, plus encore, devant le sentiment de supériorité exprimé par des camarades hommes, dont elle note plusieurs exemples, sentiment qui les rend en définitive ridicules. En plus de ces *Traces d'une vie*,

nous disposons de la notice que Slava Liszeck a rédigée pour le Maitron, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, et pour laquelle elle a consulté les archives du Parti communiste et la presse syndicale.

Personnellement, j'ai rencontré Madeleine Colin en consultant les archives et les numéros d'*Antoinette*, en étudiant son intervention à la Semaine de la pensée marxiste de 1965, son livre *Ce n'est pas d'aujourd'hui* édité en 1975, sa contribution à l'ouvrage *la Condition féminine*, publié en 1978 par le Centre d'études et de recherches marxistes et son entretien avec Margaret Maruani qui figure dans *Le Féminisme et ses enjeux*, un livre publié par la Fédération de l'Éducation nationale en 1988. Je n'ai eu ni le temps ni la possibilité d'interroger des témoins mis à part Jean Magniadas et Yvonne Breteau qui fut la secrétaire de Madeleine Colin de 1956 à 1969. Je présenterai Madeleine Colin de façon simple en traçant d'abord son portrait physique, moral et intellectuel. Je traiterai ensuite son rôle de dirigeante syndicale entre 1955 et 1970. J'évoquerai enfin son activité, après la fin de ce mandat, consacrée au féminisme et à l'écriture.

Libre, intelligente, cultivée, une grande dame

Madeleine était belle. C'était une femme d'une « lumineuse beauté », écrit Madeleine Réberieux dans la notice nécrologique publiée par *le Monde*. Elle en imposait par sa taille, son port et son élégance. Elle n'était pas familière dans ses manières et se révélait même un peu distante. Certains ont parlé de son « aura », mais elle restait attentive et chaleureuse. Les militantes se souviennent d'elle avec un respect mêlé d'affection. C'était une femme cultivée. Madeleine Maurice, de son nom de naissance, était la fille de petits bourgeois fonctionnaires. Elle fut instruite jusqu'à l'âge de huit ans par sa mère. Celle-ci était une grande lectrice et amatrice des représentations du théâtre classique où elle emmenait sa fille. Au grand regret rétrospectif de Madeleine, sa famille opta pour le cours complémentaire et non pour le lycée. La jeune fille se dirigea vers l'école normale d'institutrices et réussit le concours d'entrée mais ne fut pas admise sous le prétexte de sa maigreur ! C'est ainsi qu'elle devint fonctionnaire des PTT et plus précisément demoiselle du téléphone. C'est dans ce travail, dit-elle, qu'elle fit l'expérience de l'oppression.

Parisienne, Madeleine profitait de l'offre culturelle de la capitale. Après son travail elle allait à l'opéra, au concert, au cinéma. Elle aimait le travail intellectuel. Lorsque, dans les années 1960, de nombreuses recherches sociologiques sont publiées sur la situation des femmes, elle les étudie, rencontre les chercheuses, parmi lesquelles particulièrement Madeleine Guilbert, et les invite aux colloques qui marquent les grands anniversaires d'*Antoinette*.

Belle, cultivée, intelligente, Madeleine était aussi une femme libre et déterminée. À 19 ans, en 1924, elle perd sa mère à laquelle elle était très attachée et décide alors de vivre seule et de travailler. Attitude rare à cette époque où l'idéologie dominante indiscutée est celle de la femme au foyer. Elle se marie en 1928 avec un ami d'enfance et continue à travailler. Après avoir fait, précise-t-elle, deux avortements entre 1924 et 1928, elle a une fille, Francine, en 1930. Ne supportant pas l'inconduite de son mari, elle divorce en 1940 et obtient la garde de sa fille. « J'avais une vie à vivre. Je n'avais pas le droit de l'enfermer, de la contenir dans les limites du devoir filial et maternel », souligne Madeleine dans son autobiographie (p. 59).

En 1942, elle rencontre un technicien des PTT, un communiste, qui lui propose d'aider la Résistance. Elle s'engage. Elle a alors 37 ans. Un amour la liera à cet homme les douze années qui suivent, puis ils rompent. Ce sera la seule rupture amoureuse qui ne sera pas de son fait. Dans les autres cas, elle a la force de rompre une relation dès qu'elle pressent une atteinte à sa liberté.

Cette liberté, Madeleine l'a cultivée aussi dans ses amitiés féminines, « toujours sincères et exclusives, sinon durables, note-t-elle dans les dernières pages de *Traces d'une vie*, à l'exception d'une seule qui est le joyau rare que peu d'humains possèdent ». Elle parle ici de Madeleine Vignes, postière comme elle, avec qui elle noua une amitié profonde à partir de 1955. (p. 184)

Dirigeante syndicale à part entière

En 1945, Madeleine Colin adhère au Parti communiste et à la CGT. Familialement, rien ne la destinait à s'engager dans le mouvement ouvrier si ce n'est son amour de la justice, plus son désir de faire quelque chose d'utile de sa vie. Certes, elle avait très marquée, enfant, par l'horreur de la guerre de 1914-1918 et, sans militer encore, elle était spontanément très « Front populaire ».

Avant de devenir secrétaire confédérale en 1955, Madeleine milite activement durant dix ans, entre 40 et 50 ans. Elle subit la répression, fait preuve des qualités humaines nécessaires dans ce choix de vie, comme le courage, la ténacité et un certain rapport aux autres qui, pour elle, sont principalement des femmes travaillant aux PTT. C'est là, dit-elle, qu'elle fait l'expérience de la solidarité et de la force du collectif.

Sa promotion est rapide dans les instances syndicales, d'abord dans sa fédération puis à la confédération. En 1952, elle est membre du bureau de la fédération postale et, l'année suivante, membre suppléant de la commission administrative confédérale. En août 1953, durant la grande grève de la fonction publique, la participation des femmes est remarquable. Madeleine donne là toute sa mesure. Paulette Dayan, une future responsable des PTT, qui vient d'entrer dans cette administration, dit que c'est sa rencontre au cours de cette grève qui l'a poussée à s'engager dans le syndicat. Une autre militante, agent des PTT, raconte comment, inquiète de l'ordre de réquisition reçu à l'occasion de cette grève, elle fut raffermie par Madeleine Colin, rencontrée à la Bourse du travail, qui lui dit de tenir, car l'ordre de réquisition n'est valable qu'en temps de guerre (*Le Relais*, bulletin de l'IHS-PTT, mars 2001). Le 30 septembre 1953, devant le comité confédéral, Madeleine Colin insiste sur « le changement historique que représentait l'entrée dans l'action de ces jeunes travailleuses du milieu employé. » En juin 1955, au 30^e congrès, elle accède au secrétariat confédéral avec pour tâche principale le travail en direction des femmes. Georges Frischmann, secrétaire de la fédération postale et membre du bureau politique du PC a pu favoriser cette accession. Treize ans se sont écoulés depuis son entrée dans la Résistance, dans l'ambiance très dure de la guerre froide, après la scission syndicale. « J'avais 50 ans, dit Madeleine, et toute mon énergie, ma pensée, mon temps allaient être absorbés par mes responsabilités nouvelles, politiques, syndicales » (*Traces d'une vie*, p. 175). Elle travaille effectivement beaucoup si l'on en juge par la qualité de ses rapports qu'elle présente et le nombre de ses déplacements.

En 1952, elle est devenue membre du comité fédéral de la Seine du Parti communiste. En 1956, après son élection au secrétariat confédéral de la CGT, elle est élue membre du comité central du Parti communiste mais n'y reste que deux ans. Manifestement Madeleine Colin est réservée vis-à-vis du Parti communiste en ce qui concerne la question des femmes. Elle n'admet pas, bien sûr, la position que Jeannette Vermeersch a imposée au parti sur le refus de la contraception et aura avec celle-ci de vives discussions sur ce sujet. Elle n'admet pas non plus la mollesse du parti face à l'idéologie de la femme au foyer et le trouve à ce propos trop conformiste.

En revanche, son accord est total sur la stratégie d'Union de la gauche, lancée en 1956 et surtout en 1965, quand elle est aux responsabilités, et qu'elle mettra en œuvre continûment, avec conviction. Son désaccord avec le Parti communiste sera net quand celui-ci s'en distanciera en 1977. Dans ses *Traces d'une vie*, elle déplore « l'effondrement d'un espoir auquel nous travaillions depuis trente ans », le faisant remonter à 1947 (p. 121). Madeleine ne comprend pas la position adoptée par le PC et devient proche du groupe contestataire Rencontres communistes, organisé à la fédération de Paris autour d'Henri Fizbin. À cette date, vers 1978, elle n'a plus de responsabilités à la CGT. Elle reste membre du Parti communiste et, dans son autobiographie qui paraît en 1989, elle dit avoir toujours sa carte du parti. Elle reproche au PCF son « fonctionnement antidémocratique », son inefficacité mais, ajoute-t-elle,

« je n'ai pas changé de camp, je suis toujours du côté de ceux qui luttent contre la misère, [...] contre l'oppression, [...] pour la liberté sociale et individuelle. Et dans cette lutte, les partis communistes, avec d'autres, leur sont indispensables. Simplement je ne crois plus aux formules définitives, aux recettes simplistes qui nous étaient proposées. » (p. 133)

Madeleine Colin occupe un poste dirigeant à la CGT pendant quatorze ans, de 1955 à 1969, entre ses 50 et ses 65 ans. Elle reste directrice d'*Antoinette* jusqu'aux vingt ans du magazine et jusqu'à ses

70 ans. Je me suis particulièrement intéressée à son rôle en direction des femmes travailleuses mais il faut mesurer aussi son action de dirigeante de la CGT. En tant que telle, elle a pu réagir sur tous les problèmes : la sécurité sociale, l'emploi, la défense de la paix, les relations internationales. Ce non cantonnement dans les seules questions féminines est envié par les responsables femmes de la CFDT.

Madeleine Colin fut à part entière une dirigeante de la CGT. Cela ne veut pas dire qu'elle n'a jamais ressenti l'irrépressible sentiment de supériorité de ses camarades hommes, tout au moins de la plupart d'entre eux, le même sentiment que la majorité des militantes disent avoir éprouvé. J'en relèverai l'exemple le plus pesant, en mai 1968, qu'elle note ainsi dans son autobiographie :

« ... Il est arrivé aussi que dans une situation politique délicate, quand la CGT devait s'exprimer publiquement sans que pour autant le bureau confédéral souhaite donner à son intervention trop d'importance, on demandait à une femme de le faire ! C'est ainsi que je fus chargée d'écrire dans *l'Humanité* du 10 mai 1968, un article exposant la position de la CGT. Depuis le début de la révolte étudiante, [...] la CGT avait observé une réserve prudente [...] mais le mouvement progressait vite et fort [...] il fallait y aller. Il m'échut donc – pour que les grands dirigeants ne paraissent pas se dédire – d'appeler farouchement et sans réticences à l'action commune des travailleurs et des étudiants. » (p. 96-97)

L'article a un grand retentissement mais Madeleine Colin remarque en note qu'il n'est pas cité dans les livres et articles de Georges Séguy sur mai 1968. Dans son entretien de 1988 elle confie son principal regret d'alors : « ... Il n'y a pas eu de femme dans la délégation confédérale de mai-juin 1968 [pour négocier les accords de Grenelle]. Je ne me le pardonne pas. Comment ai-je pu laisser passer cela ? »

Nous voici arrivés à la présentation de ce que je peux vraiment appeler l'œuvre de Madeleine Colin : le travail envers les femmes salariées. En 1988, elle le dit clairement : « C'est toujours l'envie de changer la condition des femmes qui m'a poussée à l'action » (*Ibid. p.*). Et elle a des idées nettes sur le sujet, celle en particulier de faire prendre conscience aux femmes de la nécessité de leur indépendance économique, c'est-à-dire de les déculpabiliser à l'égard de leur droit au travail. Et ce travail doit être un vrai travail et non le moyen de compléter l'insuffisant salaire du mari. Madeleine Colin mènera une lutte sans faille contre la notion de salaire d'appoint et contre le temps partiel.

La CGT va lui donner les moyens de cette action. Madeleine Colin ne part pas de rien. En entrant au secrétariat confédéral, elle reçoit un héritage qu'elle reconnaît. Marie Couette et Olga Tournade qui l'ont précédée à ce poste depuis 1945 lui lèguent un collectif féminin qu'il faudrait étudier et avec lequel elle va pouvoir travailler. Elles ont posé les questions de la multiplication des commissions féminines et de l'accès des femmes aux postes de direction. La détermination de Madeleine Colin est cependant capitale et ne se démentira pas durant les quatorze années de son mandat.

L'examen de l'organe officiel de la confédération, *Le Peuple*, durant la première de ces années est révélatrice. Madeleine Colin est élue en juin 1955. *Antoinette* est lancé en octobre. Dès 1956, la célébration de la journée du 8 mars est découplée de celle de l'Union des femmes françaises. En juin, se tient la première conférence mondiale des travailleuses à Budapest. En octobre, la commission administrative consacre une réunion à « l'organisation des travailleuses dans la CGT et leur prise de responsabilité syndicale » (*Le Peuple*, 24-10-1956, n° 517).

La position de Madeleine Colin et des militantes qui vont travailler avec elle est claire : les femmes représentent une part importante et de plus en plus importante du salariat. Elles en forment la partie la plus exploitée. Il faut les défendre déjà à ce titre mais leur syndicalisation à la CGT est aussi un enjeu majeur pour augmenter la puissance de cette organisation.

La force de la pensée de Madeleine Colin tient à ce qu'elle estime qu'il faut s'adresser aux femmes de façon spécifique. D'où le soin qu'elle apporte à *Antoinette* et aux stages destinés aux femmes. Leur éducation syndicale est à faire. Ces stages leur apprennent le mécanisme de l'exploitation. Une ouvrière de Michelin raconte que c'est à la suite de l'un d'eux, au cours duquel on avait discuté des discriminations entre hommes et femmes, qu'elle a pris conscience que les femmes employées chez Michelin n'avaient pas droit aux pneus que le patron offrait aux hommes pour leur voiture. Dans les archives d'*Antoinette*, j'ai feuilleté les exposés faits au cours de ces stages. Leur

étude serait très instructive. Dans la bibliographie proposée aux femmes lors du stage qui s'est tenu à la fin du mois de novembre 1972 figurent *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, *La Femme mystifiée* de Betty Friedan et un article de la revue *Projet* sur « La révolte des femmes américaines », paru en 1971.

Pour les femmes, il était alors très difficile de prendre la parole et cela reste encore souvent vrai. Ces stages leur donnaient confiance pour le faire. Une grève générale des travailleurs des banques à l'été de 1957 va rapidement propulser dans les collectifs syndicaux de jeunes femmes qu'il faut éduquer. Une prise de conscience féministe se développe à cette époque parmi les travailleuses, à travers leurs luttes et grâce au syndicat, prise de conscience que les historiennes du féminisme s'obstinent à ne pas voir. Il faut aussi donner aux femmes leur place dans les directions syndicales. Dans *Le Peuple* d'août 1956 paraissent des extraits d'un rapport de Madeleine Colin sur « la nécessaire participation des femmes aux directions des syndicats ».

Ce raisonnement et cette action sur la place des femmes sont admis par l'élément masculin des directions, en particulier à la tête de la confédération mais leur mise en œuvre se heurte à l'inertie de la majorité des militants hommes aux divers échelons, prisonniers de leurs préjugés et de leur routine. Cette mise en œuvre dépendra principalement de l'énergie des femmes de la CGT.

Madeleine Colin fait face à ces préjugés et à ces routines masculines comme une dirigeante qui sait ce qu'est l'affrontement de classe. Elle privilégie la force de l'organisation et mise patiemment sur la prise de conscience des femmes, éventuellement celle des hommes. Elle n'ignore pas ce que l'on nommera bientôt « domination patriarcale », d'autant moins qu'elle l'a combattue personnellement, contre son père et son mari, mais sa position est matérialiste. Elle pense que pour se délivrer de cette domination les femmes doivent obtenir leur indépendance économique grâce à un travail justement rémunéré. Après le passage de la vague du féminisme radical, elle admettra qu'il faut aussi s'attaquer directement à cette domination. Mais nous serons là dans la configuration des années 1970, différente de celles des années 1950 et 1960, avec d'autres jeunes femmes.

Féministe incontestable, Madeleine Colin donne son point de vue sur le mouvement féministe dans l'entretien de 1988. À la question : « N'avez-vous pas l'impression que là [dans l'antagonisme avec les féministes] il y a eu des "occasions perdues", des retards ? », elle répond :

« Si, bien sûr, mais de toute façon une rencontre n'aurait pas été simple. Il y a une coupure entre les féministes et les syndicalistes [...] Au moment de la grève des PTT de 1974, Françoise Giroud a pris position contre la grève et on n'a eu aucune féministe avec nous. On a l'impression de deux mondes étrangers. Il y a des femmes sensibles, intelligentes chez les féministes. Mais elles n'ont jamais reconnu cette forme de féminisme que les travailleuses portent en elles et expriment à leur façon. »

Cette appréciation est importante. Elle la formule en 1988, après avoir fait volontairement une expérience de rencontre avec les féministes qui s'est révélée malheureuse et que j'évoquerai à la fin.

Voyons plus précisément l'action de Madeleine Colin concernant le travail du secteur des femmes salariées. Un premier bilan de l'organisation de celui-ci est dressé lors du 31^e congrès en juin 1957. Pour la première fois, les revendications féminines sont exposées lors des séances plénières et considérées comme un aspect du travail syndical général. La résolution finale précise :

« Le congrès constate que la bourgeoisie et le patronat, effrayés de la prise de conscience grandissante des femmes, déploient des efforts considérables pour entretenir les préjugés ancestraux d'une soi-disant infériorité de la femme pour répandre la théorie de la "femme au foyer" et du "salaire d'appoint". Ces idées réactionnaires, dans la mesure où elles influencent une partie de la classe ouvrière et des femmes elles-mêmes, permettent au patronat de licencier en priorité les femmes, de réaliser des profits supplémentaires sur main-d'œuvre féminine à bon marché et de créer une main-d'œuvre concurrente en vue de faire baisser tous les salaires. » (*La question féminine dans les congrès confédéraux et les conférences nationales de la CGT – 1948-1982*, Document de l'IHS-CGT, p. 47)

Au cours de ce congrès est proposé la tenue d'une conférence nationale du secteur féminin pour réfléchir à la participation des femmes aux directions syndicales. Cette forme d'action est une reprise

de ce qui fut fait en 1946 et qui fut interrompu par la guerre froide. La conférence se tint en février 1958 à Issy-les-Moulineaux et réunit un millier de déléguées venues de 81 départements. Lors du 32^e congrès en 1959, il sera dit que cette conférence « a aidé à la promotion de nouveaux cadres féminins » (*Ibid.*, p. 52). Ce congrès préconise qu'à l'image de celle-ci, se tiennent des conférences départementales et des conférences par branches. La volonté d'action irradie du sommet à la base. La conférence de 1958 sera suivie par d'autres qui auront lieu tous les quatre ans en 1962, 1966, 1970, puis encore, après le départ de Madeleine Colin, en 1973, 1977 et 1985.

Ces conférences mobilisent et réunissent périodiquement les militantes, leur donnant une idée et une image de la force qu'elles représentent. Lors du 33^e congrès en 1961, Léon Mauvais évoque dans le rapport d'activité l'obstacle des maris s'opposant à la venue de leur femme à des stages (Doc. p.62). Le 34^e congrès en 1963 enregistre les progrès notables du secteur. Des collectifs existent dans cinquante départements où des stages et des journées d'études ont été tenus. La résolution finale débute par un hommage aux trois travailleuses tombées à Charonne et aux femmes de mineurs qui ont enduré une grève de 35 jours.

Le 8 mars 1963 est mis en avant le mot d'ordre de la revendication « Le temps et les moyens de vivre » qui donnera lieu à une extraordinaire campagne aboutissant en mars 1965 à des assises regroupant divers mouvements familiaux et certaines féministes. Assises très médiatisées, redoublées en avril 1967 sur les mots d'ordre plus restreint de « Revalorisation et égalité des salaires » et « Pour la formation professionnelle des femmes ». Ce rétrécissement est le prix à payer pour réunir plus largement les personnalités et les associations dont le concours pourrait aider à faire aboutir ces revendications.

Ces assises de 1965 et de 1967 sont organisées de façon autonome par le secteur féminin de la CGT. Le travail mené méthodiquement et avec passion dans l'opinion au cours de cette période qui suit la fin de la guerre d'Algérie contribua à la prise de conscience féministe de 1968. En conclusion de son intervention devant les Assises de 1965, Madeleine Colin déclare d'ailleurs :

« En travaillant dans ce sens, en même temps qu'en défendant âprement leur droit à l'égalité, nous avons le sentiment d'œuvrer non seulement à l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes, mais à la revalorisation de la condition féminine, d'aller avec elles à la conquête de droits nouveaux. »

En 1965, la participation aux stages féminins a triplé par rapport à celle de 1963. C'est l'apogée du travail mené par Madeleine Colin et les collectifs qu'elle a multipliés, étoffés et stabilisés. Elle a fait preuve d'imagination, de méthode, de capacité d'organisation. Les initiatives du secteur féminin de la CGT à cette époque sont devenues un blanc de l'histoire du féminisme qui efface tout l'apport des femmes travailleuses à cette phase de la prise de conscience féministe. Je me souviens personnellement du mot d'ordre « Le temps de vivre » lancé par les femmes de la CGT, il correspondait tellement au ressenti de toutes les jeunes femmes écartelées entre leur vie familiale et leur vie de travail. Madeleine Colin qui avait tant fait pour que les femmes aient le temps de vivre a beaucoup souffert de cette non reconnaissance.

Alors que la société découvre les provocations et les jeux du mouvement soixante-huitard, elle s'engage, à 63 ans, dans un combat précis dont le succès adoucira un peu la sensation d'échec. Entre 1968 et 1970, elle se bat pour que toutes les travailleuses obtiennent l'indemnisation totale du congé de maternité. Ce sera chose faite en juillet 1970, après encore de fortes mobilisations des femmes de la CGT.

En ce qui concerne la maternité, Madeleine Colin a adopté la position classique des féministes d'avant-guerre qui consiste à la faire reconnaître comme une fonction sociale et, par conséquent, à demander à la société de préserver la travailleuse enceinte et de soulager la mère travailleuse. Il n'y a aucune contradiction entre la demande de protection de la maternité et l'exigence du droit des femmes à la maîtrise de leur corps. Croire ou faire semblant de croire que la protection de la mère travailleuse est une attitude antiféministe relève de la guérilla idéologique.

Vouloir obtenir l'indemnisation totale du congé de maternité juste après 1968, en pleine irruption d'un courant féministe égalitariste agressif qui rejetait la maternité apparaît évidemment comme un

décalage fâcheux. On peut néanmoins comprendre que, pour les travailleuses les plus fragiles, cette indemnisation a été un gain concret, aujourd'hui inaperçu, auquel a tenu Madeleine Colin, au moment de quitter ses responsabilités en novembre 1969.

Elle n'est plus alors une dirigeante confédérale mais elle demeure directrice d'*Antoinette*, une « directrice très présente », note Slava Liszeck. À ce titre, elle continue de participer au collectif féminin confédéral. Elle quittera la direction du magazine en 1975. *Antoinette* est vraiment sa chose. Ce projet de passer d'une petite revue destinée aux femmes syndiquées à un magazine pour les femmes salariées est-il le sien ? En tout cas, elle le lance quatre mois seulement après son élection au secrétariat confédéral. Quand elle travaillait aux PTT, elle avait déjà diffusé parmi ses collègues une petite feuille au titre explicite : « Nous les femmes ».

Antoinette fait suite à une petite revue née en 1952, *La Revue des Travailleuses* qui a l'allure d'une brochure alors qu'*Antoinette* se présente comme un magazine féminin qui affronte la presse féminine comme le prouve le choix de son titre en forme de prénom opposable à *Marie-Claire* ou à *Marie-France*. En octobre 1956, *Le Peuple* présente ainsi le magazine féminin de la CGT :

« Le contenu d'*Antoinette* c'est le contenu de classe et de lutte de la CGT, c'est aussi bien sûr la distraction, la détente auxquelles les femmes aspirent après leur journée de travail. Sans le respect rigoureux [de l'équilibre] entre ces deux aspects de notre revue, il ne saurait être question d'une revue féminine de la CGT à la légère. » (n° 516, 15-10-1956)

À l'origine, *Antoinette* est fabriqué avec très peu de moyens et dépend de *la Vie Ouvrière*. Ses éditoriaux sont écrits par des responsables hommes. Très vite, Madeleine les écrit tous. Il faut continuellement imposer le magazine aux militants. L'organisation de la CGT est précieuse pour le répartir dans les différentes fédérations et unions départementales mais celles qui le diffusent avec conviction ce sont les femmes des collectifs, parfois aussi des hommes. Les archives attestent d'un suivi scrupuleux de la diffusion. C'est que la survie en dépend. En octobre 1960 le magazine a failli disparaître. Tiré à 14 000 exemplaires en 1955, *Antoinette* atteint les 42 000 en 1963. En 1964, avec la campagne pour le Temps de vivre, il est amélioré et monte à 64 000 exemplaires et même à 74 000 l'année suivante. Il retombe à 63 000 en 1968, puis croîtra régulièrement jusqu'en 1975 où son tirage est de 85 000 exemplaires.

Ces chiffres sont issus de déclarations fiscales trouvées dans les archives. Je ne sais pas encore comment en faire la critique. Le chiffre de 100 000 exemplaires que l'on avance fréquemment dans les articles sur *Antoinette* comme un tirage moyen n'est signalé atteint que pour la vente de masse de mars 1964 qui lance une nouvelle formule. Quoi qu'il en soit, ces tirages restent très bas par rapport au nombre de femmes syndiquées à la CGT.

En 1961, *Antoinette* a une rédactrice en chef indépendante de *la Vie ouvrière*, Andrée Cazaubon. En 1964, une équipe féminine prend le magazine en charge avec une nouvelle rédactrice en chef, Louisette Blanquart, trois rédactrices, une maquettiste, une administratrice et trois responsables de la diffusion. À titre de comparaison, *Elle* dispose de 329 rédactrices. En 1969, à l'issue du 37^e congrès, Madeleine Colin choisit une nouvelle rédactrice en chef, Chantal Rogerat. Elle écrit les éditoriaux jusqu'en 1973. Son départ officiel se produit en 1975, lors de la célébration du vingtième anniversaire du magazine marqué par la tenue de trois colloques au Lutetia sur le travail des femmes.

Féministe jusqu'à la fin

Madeleine Colin s'est intéressée au mouvement féministe qui s'est déployé depuis 1970 mais elle a été choquée que celui-ci ne prenne pas en compte l'action des travailleuses pour la défense de leurs droits et leur lutte pour l'égalité. Aussi publie-t-elle en 1975, consacrée année internationale de la femme, un livre au titre très significatif : *Ce n'est pas d'aujourd'hui. Femmes, syndicats, luttes de classe*. Elle dit l'avoir écrit pour répondre à cette question : « Comment le problème féminin, et singulièrement celui du travail féminin s'est-il aujourd'hui imposé à l'opinion ? quel a été le moteur de cette évolution ? ». Les pionnières du mouvement féminin sont restées isolées, elles n'ont pas entraîné la masse des femmes et notamment la masse des ouvrières. Les luttes des femmes de la classe ouvrières et plus généralement des femmes salariées ont joué et jouent un rôle déterminant. Ces

femmes sont modestes, réservées, fondues dans la masse, elles restent des inconnues. Madeleine Colin veut raconter quelques épisodes de ces luttes et elle les ordonne selon les grands thèmes de ses propres combats : le droit au travail, l'égalité des salaires, la réduction du temps de travail, la maternité, le syndicat. Pour ce faire, elle interroge des historiennes mais aussi de vieilles militantes comme Alice Brisset, ou Georgette Bodineau de la fédération du textile et de l'habillement. Elle en profite pour rappeler l'impact des assises de 1965 et montrer que « la CGT n'a de leçon à recevoir de personne ». Elle n'en critique pas moins subrepticement les limites du féminisme des hommes de la CGT.

À la fin des années 1970, plus libre dans ses prises de position ou plus ébranlée dans ses points de vue, Madeleine Colin va, sur le plan du féminisme, accorder plus d'importance à la dénonciation des mentalités et des comportements sexistes et, sur le plan politique, ne pas admettre ce qu'elle considère comme un renoncement à l'union avec les socialistes. Sur ces deux sujets, elle rejoint les contestataires qui se manifestent dans la CGT et le parti communiste entre 1977 et 1982.

Très affectée par le licenciement en mai 1982 de l'équipe d'*Antoinette* qui, elle le reconnaît, était devenu un « foyer de contestation » (*Traces d'une vie*, p. 135), elle écrit une lettre de protestation au bureau confédéral, demandant qu'on enlève son nom de l'ours du magazine, et autorise les licenciées à rendre ce texte public. Sur le déroulement des faits, elle semble se fier uniquement au récit d'une partie, celui du mémoire des licenciées. Cette remise en cause de son œuvre ne pouvait pas la laisser sans réaction. Elle dut souffrir encore plus quand le magazine disparut quelques années plus tard. Cependant, dans son autobiographie, elle utilise à propos de l'affaire d'*Antoinette*, la grille de lecture d'une militante communiste et cégétiste. Ainsi, elle n'admet pas que la rédactrice en chef se soit compromise « dans les arcanes de la juridiction des conflits du travail ». Elle ajoute :

« Bien sûr, je ne suis pas assez naïve politiquement pour ne pas avoir perçu que ce mouvement de révolte des journalistes d'*Antoinette* contre la direction de la CGT était en partie attisé, et que le comité de soutien était animé par une ou plusieurs militantes gauchistes dont l'anticommunisme trouvait aliment dans ce conflit. » (*Ibid.*, p. 142)

Féministe convaincue, elle croit possible, dans le contexte de la victoire de la gauche en mai 1981, de réunir en décembre des féministes de spécialités et d'opinions différentes dans un club baptisé Flora Tristan. Après quelques initiatives réussies l'activité s'enlise et Madeleine Colin se retire en 1985. Analysant cet échec, elle invoque une raison culturelle et une raison politique.

La raison culturelle est l'incompatibilité entre deux générations, la sienne, formée dans la rigueur d'un certain syndicalisme de l'après-guerre, et la suivante, plus individualiste et plus brouillonne. La raison politique est l'usage anticommuniste que certaines fondatrices ont voulu faire de ce club. Madeleine l'indique clairement :

« Pourtant, écrit-elle dans *Traces d'une vie*, nos désaccords avec la politique menée par la direction du parti, avec le comportement des communistes de la CGT étaient les mêmes pour nous toutes. Nos positions sur l'Afghanistan, sur la Pologne, comme sur le féminisme étaient voisines, pour ne pas dire semblables. Ce qui nous séparait [...] c'est le fait que contrairement à elles, et malgré nos divergences profondes et durables, nous n'étions pas, nous ne sommes toujours pas, anticommunistes et nous ne voulions pas alimenter l'anticommunisme, même s'il se donnait l'apparence du féminisme. » (p. 155)

Lorsque Madeleine Colin dit « nous », c'est en parlant d'elle et de Madeleine Vignes avec qui elle connut, écrit-elle, « en politique, les mêmes espoirs, déceptions ou colères... » (p. 192).

C'est après cette nouvelle déception que Madeleine Colin entreprit d'écrire son autobiographie grâce à laquelle nous pouvons essayer de la connaître. Elle en dépose le tapuscrit au dépôt légal. C'est bien un legs à la collectivité qu'elle a fait et aussi un message à son organisation qu'elle a lancé. Elle n'a pas voulu que toute l'énergie qu'elle avait dépensée, que tout le travail social qu'elle avait accompli soient oubliés.

Par ces *Traces d'une vie* Madeleine témoigne de ses qualités de pensée et d'écriture, elle fait preuve d'une exceptionnelle lucidité, d'une simplicité qui n'est pas méconnaissance de sa valeur

propre mais effacement devant le travail collectif. Le ton du livre est surprenant qui mêle le dévoilement de l'intime à la rigueur de l'analyse politique. Cette écriture féminine conjugue la force et la légèreté. Elle est celle d'une femme qui n'était pas une ouvrière mais qui, à la faveur du front populaire, de la résistance, de l'opposition à la guerre froide, a décidé de donner un sens à sa vie en la dédiant aux femmes travailleuses.

Madeleine Colin a œuvré efficacement mais, à l'échelle de sa vie, elle a été déçue. Elle l'a été par l'incompréhension de ses camarades hommes dans leur ensemble, disons par la lenteur de leur compréhension, par la permanence des petites sexistes. Elle a été déçue aussi à cause de la négation de son œuvre par le mouvement féministe, voire du ridicule dont celui-ci a cherché à le couvrir. Comme des archéologues, nous déblayons la poussière qui a recouvert l'œuvre de Madeleine Colin et des femmes qu'elle sut mobiliser durant les années 1950 et 1960.

Je terminerai en citant deux de ces femmes. L'une que je n'ai pas identifiée déclarait en 1977, lors de la VI^e conférence nationale des femmes de la CGT: « Nous avons beaucoup semé mais la récolte risque de ne pas nous revenir dans des proportions correspondant à nos efforts. Il y a là un sujet de réflexion pour la CGT. » L'autre parle en 2006. C'est une ouvrière qui a adhéré à la CGT en 1968. Elle pense qu'il faut « regagner la visibilité historique de tout ce que les femmes ont construit dans les années passées. » Nous nous retrouvons sur le chantier ouvert en 2001, lors de la cérémonie d'hommage à Madeleine Colin. Je crois que cela ferait plaisir à cette femme d'action, de réflexion et de passion.